

**COMITE PREPARATOIRE DE  
L'ORGANISATION MONDIALE  
DU COMMERCE**

RESTRICTED

**PC/W/6**

28 octobre 1994

(94-2205)

---

COMITÉ PRÉPARATOIRE DE L'ORGANISATION  
MONDIALE DU COMMERCE

Original: anglais

COMMUNICATION DES EMIRATS ARABES UNIS

Accord général sur le commerce des services - Liste d'engagements spécifiques  
et Liste d'exemptions de l'article II (NPF)

Le gouvernement des Emirats arabes unis fait distribuer la communication ci-jointe aux membres du Comité préparatoire conformément au paragraphe 8 b) i) de la Décision ministérielle sur l'établissement du Comité préparatoire de l'Organisation mondiale du commerce et aux points convenus au Comité préparatoire le 31 mai.



**ACCORD GENERAL SUR LE  
COMMERCE DES SERVICES**

---

GATS/SC/99  
Avril 1994

**EMIRATS ARABES UNIS**

**Liste d'engagements spécifiques**

(Seul le texte anglais fait foi)

---

**PROVISOIRE**



## EMIRATS ARABES UNIS - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX</b>			
Tous secteurs figurant sur la présente liste	<p>3) i) La présence commerciale peut être assurée soit par l'intermédiaire d'un bureau de représentation dont le personnel doit être composé pour 50 pour cent de nationaux des Emirats (l'accord doit être déposé auprès du ministère compétent des Emirats), soit par la constitution dans les Emirats d'une société régie par la législation nationale, la part des capitaux étrangers ne pouvant dépasser 49 pour cent</p> <p>ii) La présence commerciale est subordonnée à un examen des besoins économiques</p> <p>iii) Les fournisseurs étrangers de services qui souhaitent établir une présence commerciale sont tenus de faciliter les transferts de technologie et de savoir-faire à leurs associés et aux autres nationaux des Emirats avec lesquels ils traitent</p>	<p>3) i) Les étrangers et les sociétés dont des parts de capital sont détenues par des étrangers ne sont autorisés à acquérir ni terres ni immeubles</p> <p>ii) Les étrangers et les sociétés dont des parts de capital sont détenues par des étrangers peuvent être dans l'obligation d'acquitter des impôts directs sur les revenus tirés de leur travail ou de leurs opérations dans les Emirats, alors que les fournisseurs locaux de services et les sociétés locales peuvent ne pas être contraints de payer ces mêmes impôts, compte tenu des dispositions de l'alinéa d) de l'article XIV</p> <p>iii) Les services subventionnés par le gouvernement ne peuvent être fournis qu'aux nationaux des Emirats</p>	

**EMIRATS ARABES UNIS** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) Non consolidé, sauf pour ce qui est des mesures concernant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques se classant dans l'une des catégories suivantes:</p> <p>i) <u>Personnes en voyage d'affaires:</u> personnes qui ne résident pas sur le territoire des Emirats et ne reçoivent aucune rémunération d'une source sise sur ce territoire, qui se rendent aux Emirats pour le compte d'un fournisseur de services en vue de pourparlers commerciaux (et non pour vendre directement des services au public) ou pour préparer l'établissement d'une présence commerciale aux Emirats. Ces personnes ne peuvent être admises dans le pays pour plus de 90 jours.</p> <p>ii) <u>Personnes transférées à l'intérieur d'une société:</u> personnel d'encadrement, dirigeants et spécialistes (au sens indiqué plus loin) qui ont été employés par une personne morale d'un autre Membre ne faisant pas partie des Emirats depuis un an au moins à la date de leur demande d'entrée dans les Emirats et qui sont transférés à une filiale ou un bureau de cette personne morale dans les Emirats. Leur admission est subordonnée aux conditions suivantes:</p>		

## EMIRATS ARABES UNIS (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>a) Le nombre des membres du personnel d'encadrement, dirigeants et spécialistes ne peut excéder 50 pour cent de l'effectif total du personnel d'encadrement, des dirigeants et des spécialistes de chaque fournisseur de services</p> <p>b) Ces personnes sont admises pour une période de un an renouvelable pour deux années supplémentaires, avec un maximum de trois ans</p> <p>c) Les conditions de leur séjour aux Emirats sont régies par la législation nationale</p> <p><u>Définitions:</u></p> <p><u>Personnel d'encadrement:</u> personnes qui, dans une organisation, ont essentiellement pour tâche de diriger celle-ci ou un de ses départements ou services, supervisent et contrôlent le travail d'autres superviseurs, professionnels ou cadres, sont habilitées à recruter et à licencier ou à recommander le recrutement et le licenciement de personnel, ou à prendre d'autres décisions (promotions et congés, par exemple), et ont un pouvoir discrétionnaire pour les activités courantes. Cette catégorie ne comprend ni les</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>superviseurs de premier rang - sauf si les employés qu'ils supervisent sont des professionnels - ni les employés qui exécutent essentiellement des tâches nécessaires à la fourniture du service considéré.</p> <p><u>Personnel de direction:</u> personnes qui, dans une organisation, ont essentiellement pour tâche de gérer celle-ci, fixent ses objectifs et déterminent ses politiques, disposent d'un large pouvoir de décision et auxquelles les cadres de rang supérieur, le conseil d'administration ou les actionnaires de l'entreprise n'adressent que des indications ou directives de caractère général. Ils n'exécutent pas directement des tâches liées à la fourniture effective du ou des services de l'organisation.</p> <p><u>Spécialistes:</u> personnes qui, dans une organisation, ont de très grandes compétences et des connaissances très poussées, entretenues par une pratique suivie, des services, des activités de recherche, du matériel, des techniques ou de la gestion de l'organisation</p>		



## EMIRATS ARABES UNIS (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>II. ENGAGEMENTS SECTORIELS</b>			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. <u>Services professionnels</u>	1) Aucune	1) Aucune	
c) Services de conseil fiscal suivants:	2) Aucune	2) Aucune	
- Services de planification et de consultations en matière d'impôts sur les sociétés (CPC - 86301)	3) Aucune	3) Aucune, sauf indication contraire dans la section horizontale	
- Services d'établissement et d'examen des déclarations d'impôt sur les personnes morales (CPC - 86302)	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans la section horizontale	4) Aucune, sauf indication contraire dans la section horizontale	
g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (CPC - 8674)			
i) Services vétérinaires (CPC - 9320)			

**EMIRATS ARABES UNIS** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
B. <u>Services informatiques et services connexes</u>				
a) Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques (CPC - 841)	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune, sauf indication contraire dans la section horizontale		
b) Services de réalisation de logiciels (CPC - 842)	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans la section horizontale	4) Aucune, sauf indication contraire dans la section horizontale		
c) Services de traitement de données (CPC - 843)				
d) Services de base de données (CPC - 844)				
C. <u>Services de recherche-développement</u>				
a) Services de R & D en sciences naturelles (CPC - 851)	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune		

# EMIRATS ARABES UNIS (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
b) Services de R & D en sciences sociales et humaines (CPC - 852)	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans la section horizontale	4) Aucune, sauf indication contraire dans la section horizontale		
c) Services de la R & D interdisciplinaires (CPC - 853)				
F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u>	1) Aucune	1) Aucune		
b) Services d'études de marché (CPC - 864)	2) Aucune	2) Aucune		
e) Services d'essais et d'analyses techniques (CPC - 8676)	3) Aucune	3) Aucune, sauf indication contraire dans la section horizontale		
	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans la section horizontale	4) Aucune, sauf indication contraire dans la section horizontale		



**ACCORD GENERAL SUR LE  
COMMERCE DES SERVICES**

---

GATS/EL/99  
Avril 1994

**EMIRATS ARABES UNIS**

**Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)**

(Seul le texte anglais fait foi)

---

**PROVISOIRE**



# EMIRATS ARABES UNIS - LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Traitement préférentiel pour les fournisseurs de services des pays membres du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG)	Pays membres du CCG	Illimitée	Arrangement régional du CCG et, à terme, intégration économique dans le secteur des services
Services financiers	L'autorisation en vue de l'admission/l'établissement/l'entrée en activité de fournisseurs étrangers de services financiers (y compris les banques et les compagnies d'assurances) et de la création de nouvelles filiales sera subordonnée à une décision des autorités compétentes	Tous les pays	Illimitée	Le marché des Emirats est un petit marché, déjà saturé. Il peut être nécessaire d'accorder un traitement préférentiel au cas par cas afin que les Emirats puissent bénéficier d'avantages mutuels.